

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2017 : excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars

Le mois de décembre 2017 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,3 milliard en décembre 2016. Les revenus ont augmenté de 2,8 milliards (11,4 %), en raison de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 0,9 milliard (3,8 %), en raison surtout de la hausse des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 16 millions (0,8 %).

D'avril à décembre 2017 : déficit budgétaire de 8,6 milliards de dollars

Pour la période d'avril à décembre 2017 de l'exercice 2017-2018, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 8,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 14,0 milliards pour la même période de l'exercice 2016-2017. Les revenus ont augmenté de 11,6 milliards (5,5 %), en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus, qui a été partiellement neutralisée par la baisse des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 6,7 milliards (3,2 %), en raison de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard (2,7 %), principalement sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Décembre 2017

Le mois de décembre 2017 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,3 milliard en décembre 2016.

En décembre 2017, les revenus se sont chiffrés à 26,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,8 milliards (11,4 %) comparativement à décembre 2016.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (14,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (23,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,1 milliard de dollars (19,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,4 milliard de dollars (9,9 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 0,5 milliard. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 30 millions, les droits de douane à l'importation ont diminué de 24 millions de dollars, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard de dollars (12,7 %) en raison de la réduction du taux de cotisation résultant du mécanisme d'établissement du taux d'équilibre sur sept ans entré en vigueur en 2017.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (37,4 %).

Les charges de programmes ont totalisé 24,3 milliards de dollars en décembre 2017, soit une hausse de 0,9 milliard (3,8 %) comparativement à décembre 2016.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (4,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et

de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont baissé de 0,1 milliard (6,0 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 21 millions (1,1 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé [TCS], le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS] et les paiements effectués au titre des nouveaux transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale, annoncés dans le budget de 2017), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (4,7 %), en raison de la hausse prévue par la loi des paiements effectués au titre du TCS et du TCPS ainsi que des transferts relatifs à la péréquation et des transferts aux territoires, de même que de l'augmentation des transferts pour le compte des villes et des collectivités découlant de la variation du calendrier des versements.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État consolidées. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (5,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - les paiements de transfert ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (5,1 %);
 - les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (5,0 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 16 milliards de dollars (0,8 %).

D'avril à décembre 2017

La période d'avril à décembre 2017 de l'exercice 2017-2018 s'est soldée par un déficit budgétaire de 8,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 14,0 milliards pour la même période de 2016-2017.

Les revenus ont augmenté de 11,6 milliards de dollars (5,5 %), pour atteindre 221,8 milliards.

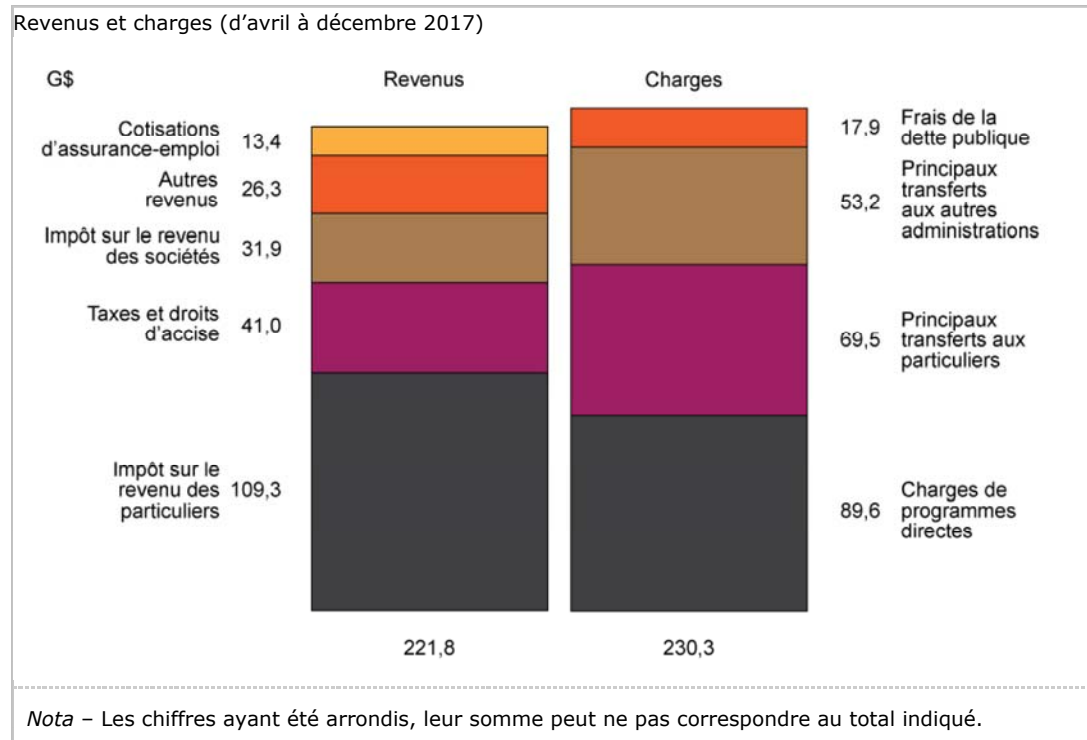
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,9 milliards de dollars (6,8 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,8 milliards de dollars (9,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (18,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,2 milliards de dollars (5,6 %) de plus. Les rentrées de TPS ont augmenté de 1,9 milliard (7,4 %). Les taxes sur l'énergie et les droits de douane à l'importation ont tous les deux enregistré une hausse de 0,1 milliard, tandis que les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 27 millions.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 1,8 milliard de dollars (12,0 %), en raison d'une réduction du taux de cotisation résultant du mécanisme d'établissement du taux d'équilibre sur sept ans entré en vigueur en 2017.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (3,2 %).

Pour la période d'avril à décembre 2017, les charges de programmes ont totalisé 212,4 milliards de dollars, en hausse de 6,7 milliards (3,2 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 2,7 milliards de dollars (4,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,0 milliards (5,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard (4,1 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,3 milliard (8,3 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (3,2 %), en raison principalement des augmentations, prévues par la loi, du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ainsi que des paiements effectués au titre des nouveaux transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (2,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - les paiements de transfert ont diminué de 0,3 milliard de dollars (1,1 %);
 - les autres charges de programmes directes ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (4,3 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard de dollars (2,7 %), principalement en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.



Besoins financiers de 12,2 milliards de dollars d'avril à décembre 2017

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 8,6 milliards de dollars et des besoins financiers de 3,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre 2017 s'est soldée par des besoins financiers de 12,2 milliards, comparativement à des besoins financiers de 26,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 14,8 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 12,2 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 2,7 milliards en augmentant la dette non échue de 14,8 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de décembre 2017, les soldes de trésorerie s'élevaient à 39,6 milliards de dollars, soit 0,9 milliard de plus qu'à la fin de décembre 2016.

Tableau 1 État sommaire des opérations M\$				
	Décembre		Avril à décembre	
	2016	2017	2016-2017	2017-2018
Opérations budgétaires				
Revenus	24 105	26 863	210 181	221 785
Charges				
Charges de programmes	-23 429	-24 309	-205 725	-212 390
Frais de la dette publique	-2 005	-1 989	-18 450	-17 945
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 329	565	-13 994	-8 550
Opérations non budgétaires	-525	4 249	-12 027	-3 621
Ressources ou besoins financiers	-1 854	4 814	-26 021	-12 171
Variation nette dans les activités de financement	-725	-2 416	26 871	14 835
Variation nette dans l'encaisse	-2 579	2 398	850	2 664
Encaisse à la fin de la période			38 695	39 565

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2 Revenus						
	Décembre			Avril à décembre		
	2016 (M\$)	2017 (M\$)	Variation (%)	2016-2017 (M\$)	2017-2018 (M\$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	12 856	14 668	14,1	102 334	109 283	6,8
Impôt sur le revenu des sociétés	4 200	5 180	23,3	29 026	31 856	9,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	608	491	-19,2	4 626	5 467	18,2
Total des impôts sur le revenu	17 664	20 339	15,1	135 986	146 606	7,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 511	2 048	-18,4	25 967	27 901	7,4
Taxes sur l'énergie	472	502	6,4	4 217	4 342	3,0
Droits de douane à l'importation	400	376	-6,0	4 065	4 148	2,0
Autres taxes et droits d'accise	491	564	14,9	4 548	4 575	0,6
Total des taxes et droits d'accise	3 874	3 490	-9,9	38 797	40 966	5,6
Total des revenus fiscaux	21 538	23 829	10,6	174 783	187 572	7,3
Cotisations d'assurance-emploi	983	858	-12,7	15 244	13 421	-12,0
Autres revenus	1 584	2 176	37,4	20 154	20 792	3,2
Total des revenus	24 105	26 863	11,4	210 181	221 785	5,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3 Charges						
	Décembre			Avril à décembre		
	2016 (M\$)	2017 (M\$)	Variation (%)	2016- 2017 (M\$)	2017- 2018 (M\$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	4 072	4 256	4,5	35 847	37 828	5,5
Prestations d'assurance-emploi	1 647	1 548	-6,0	14 764	14 164	-4,1
Prestations pour enfants	1 960	1 981	1,1	16 203	17 543	8,3
Total	7 679	7 785	1,4	66 814	69 535	4,1
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	3 006	3 096	3,0	27 051	27 862	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 112	1 146	3,1	10 011	10 311	3,0
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	s.o.	0	s.o.	s.o.	300	s.o.
Total	4 118	4 242	3,0	37 062	38 473	3,8
Accords fiscaux et autres transferts	1 731	1 772	2,4	16 340	16 643	1,9
Villes et collectivités du Canada	66	168	154,5	1 766	1 758	-0,5
Abattement d'impôt du Québec	-398	-406	2,0	-3 581	-3 653	2,0
Total	5 517	5 776	4,7	51 587	53 221	3,2
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	376	87	-76,9	916	720	-21,4
Emploi et Développement social Canada	525	678	29,1	4 652	5 136	10,4
Affaires mondiales Canada	308	289	-6,2	2 237	2 365	5,7
Santé Canada	220	251	14,1	2 369	2 614	10,3
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	662	690	4,2	6 020	5 846	-2,9
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	288	384	33,3	2 376	2 819	18,6
Autres	895	1 061	18,5	7 856	6 631	-15,6

	_____			_____		
Total	3 274	3 440	5,1	26 426	26 131	-1,1
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État consolidées	840	956	13,8	6 992	7 563	8,2
Défense nationale	2 024	2 157	6,6	17 868	19 127	7,0
Tous les autres ministères et organismes	4 095	4 195	2,4	36 038	36 813	2,2
	_____			_____		
Total des autres charges de programmes directes	6 959	7 308	5,0	60 898	63 503	4,3
	_____			_____		
Total des charges de programmes directes	10 233	10 748	5,0	87 324	89 634	2,6
	_____			_____		
Total des charges de programmes	23 429	24 309	3,8	205 725	212 390	3,2
Frais de la dette publique	2 005	1 989	-0,8	18 450	17 945	-2,7
	_____			_____		
Total des charges	25 434	26 298	3,4	224 175	230 335	2,7
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.						

Tableau 4 Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers M\$				
	Décembre		Avril à décembre	
	2016	2017	2016-2017	2017-2018
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 329	565	-13 994	-8 550
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-678	-650	-3 226	-2 299
Autres activités d'investissement	-266	-81	-7 140	-2 590
Régimes de retraite et autres passifs	1 363	275	5 719	4 466
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-1 841	1 444	-3 797	-5 212
Opérations de change	547	2 895	-6 495	333
Amortissement des immobilisations corporelles	350	366	2 912	1 681
Total des autres activités	-944	4 705	-7 380	-3 198
Total des opérations non budgétaires	-525	4 249	-12 027	-3 621
Ressources ou besoins financiers	-1 854	4 814	-26 021	-12 171

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5 Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement M\$				
	Décembre		Avril à décembre	
	2016	2017	2016- 2017	2017- 2018
Ressources ou besoins financiers	-1 854	4 814	-26 021	-12 171
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 907	2 086	26 518	34 189
Bons du Trésor	-5 300	-1 200	-1 000	-16 400
Titres au détail	581	-256	249	-1 672
Total	188	630	25 767	16 117
Emprunts en devises	-677	-923	617	2 449
Total	-489	-293	26 384	18 566
Réévaluation de swaps de devises	-239	-1 970	-42	-2 527
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	47	-111	783	-1 174
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-44	-42	-254	-30
Variation nette dans les activités de financement	-725	-2 416	26 871	14 835
Variation dans l'encaisse	-2 579	2 398	850	2 664

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6 État condensé de l'actif et du passif M\$			
	31 mars 2017	31 décembre 2017	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	132 519	145 939	13 420
Dettes portant intérêt			
Dettes non échues			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	536 280	570 469	34 189
Bons du Trésor	136 700	120 300	-16 400
Titres au détail	4 533	2 861	-1 672
Total partiel	677 513	693 630	16 117
Payable en devises	17 609	20 058	2 449
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 764	5 237	-2 527
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 322	4 148	-1 174
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 425	5 395	-30
Total de la dette non échue	713 633	728 468	14 835
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	151 806	151 247	-559
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	93 568	98 546	4 978
Autres passifs	5 689	5 736	47
Total des régimes de retraite et autres passifs	251 063	255 529	4 466
Total de la dette portant intérêt	964 696	983 997	19 301
Total des passifs	1 097 215	1 129 936	32 721
Actifs financiers			

Trésorerie et créances	158 055	179 351	21 296
Comptes d'opérations de change	98 797	98 464	-333
Prêts, placements et avances (nets des provisions) ¹	124 006	126 413	2 407
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 900	1 900	0
	<hr/>		
Total des actifs financiers	382 758	406 128	23 370
	<hr/>		
Dettes nettes	714 457	723 808	9 351
Actifs non financiers	82 558	83 176	618
	<hr/>		
Dettes fédérales (déficit accumulé)	631 899	640 632	8 733
<i>Nota</i> – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.			
¹ Le montant du 31 décembre 2017 inclut des pertes de 0,2 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à décembre 2017.			

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Février 2018

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2018)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134